

Le divorce néolibéral

...ou la victoire du néolibéralisme sur l'idée d'un monde où le marché a des limites

par **Diana Bronson**

L'histoire du néolibéralisme ressemble étrangement à l'histoire d'un mariage arrangé, une cohabitation malheureuse et de courte durée, suivi d'un divorce pénible et extrêmement inégalitaire.

Dans l'après-guerre, au moment des luttes anticoloniales, on a envisagé une sorte de mariage d'amour, une belle complémentarité entre les normes internationales des droits de la personne (la femme) et les traités qui régissaient le commerce entre les nations (l'homme).

Cependant, l'organisation qui devait assurer cette complémentarité n'a jamais vu le jour. Les États-Unis s'y sont opposés, et on a plutôt conclu un traité commercial, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui a servi de cadre juridique jusqu'à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1994.

Le néolibéralisme édition 2005 est bien en chassé dans les lois nationales et internationales. Ce pseudo-réremède est aussi puissant que toxique pour les pauvres, et donc pour la très grande majorité des femmes, dont les revenus, quand elles en ont, sont très minces et très précaires.

Cet « élixir » administré avec très peu de discernement par les institutions internationales qui possèdent les véritables ressources du développement – le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM), l'Organisation mondiale du commerce, etc.) – interdit aux pays pauvres de choisir leurs propres modes de développement. Même si en théorie le mariage tient toujours, en réalité la rupture est consommée, car ces institutions (surtout l'OMC) fonctionnent sans lien avec les instances multilatérales dont les mandats reflètent les valeurs de la Charte des Nations Unies : l'autodétermination, la coopération, la paix, le développement et les droits de la personne.

Cette rupture ressemble à un divorce stéréotypé et pourri, où la femme se fait avoir. L'OMC se comporte comme l'homme dans sa crise de la quarantaine qui cherche à se débarrasser de ses responsabilités familiales parce qu'il a d'autres intérêts ailleurs : nouveaux marchés, nouvelles occasions. Il ne souhaite qu'une chose : rompre les liens qui lui imposent des obligations et l'empêchent d'aller de l'avant avec ses propres projets.

L'ex-femme (le système de droits humains) s'occupe des petits – de plus en plus de traités à appliquer avec de moins en moins de ressources. Beaucoup de responsabilités, peu de pouvoirs. Tant bien que mal, elle essaie de garder la famille fonctionnelle, d'y maintenir un semblant d'ordre et de stabilité.

Mais la tâche est au-dessus de ses forces, la famille est trop nombreuse. Les traités sur les droits humains se sont multipliés – protection contre la discrimination et

le racisme, reconnaissance des droits des enfants, mesures contre la violence, garantie de l'équité au travail, affirmation des droits politiques et économiques. La vaste majorité des pays signent ces traités, et reconnaissent enfin l'égalité des hommes et des femmes, du moins en théorie. En pratique, les ressources qui y sont allouées et les systèmes d'arbitrage en place sont anémiques par rapport aux moyens impressionnants dont dispose le commerce. Papa ne se refuse rien, et oublie trop souvent de payer sa pension alimentaire.

Ainsi, l'OMC emploie plus de 600 personnes pour s'occuper des obligations des 150 pays membres, tandis que le comité des Nations Unies chargé de surveiller les obligations des 150 pays qui ont ratifié le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels doit se débrouiller avec deux employés et 16 experts à temps partiel ! La réduction des barrières tarifaires est surveillée, mesurée et appliquée avec infiniment plus de soins que l'accès des filles à l'éducation primaire !

Malgré la montagne de preuves démontrant que la croissance économique ne mène pas à une distribution plus équitable de la richesse, malgré une grande mobilisation féministe transfrontalière, malgré le Forum social mondial de Porto Alegre, et malgré la popularité d'organismes comme Équiterre qui s'attaquent au problème de la consommation dans les pays du Nord, nous sommes bien loin d'où nous devrions être dans notre réponse au néolibéralisme.

Alors il me semble que nous, les féministes de la classe moyenne des pays riches, devons commencer à examiner plus sérieusement nos propres contradictions et les profits que nous tirons de la misère des autres.

Nous vivons l'impossible horaire du métro-boulot-dodo, avec les enfants, la maison et le ménage pour occuper nos « temps libres ». Nous sommes collectivement épuisées par ce train de vie qui contribue à faire rouler cette même logique économique qui est la source de la misère de la majorité des femmes de la planète.

Pourtant nous continuons à acheter à nos enfants des espadrilles à 5 \$ fabriquées par des travailleuses-esclaves de la Chine. Nous continuons à aller aux magasins Un Dollar même si le prix des produits ne reflètent ni la valeur du travail fourni ni l'empreinte écologique ! Nous continuons à consommer trop d'énergie, trop de ressources, trop d'autres choses dont nous n'avons pas besoin, et que la Terre ne peut plus supporter.

Comment pourrions-nous moderniser notre vieux slogan « Le privé est politique » ? Ne devrions-nous pas y ajouter « ... et le néolibéralisme, c'est moi » ?

DIANA BRONSON est coordonnatrice du secteur Mondialisation et droits de la personne à Droits et Démocratie. Cet article reflète ses opinions personnelles.

